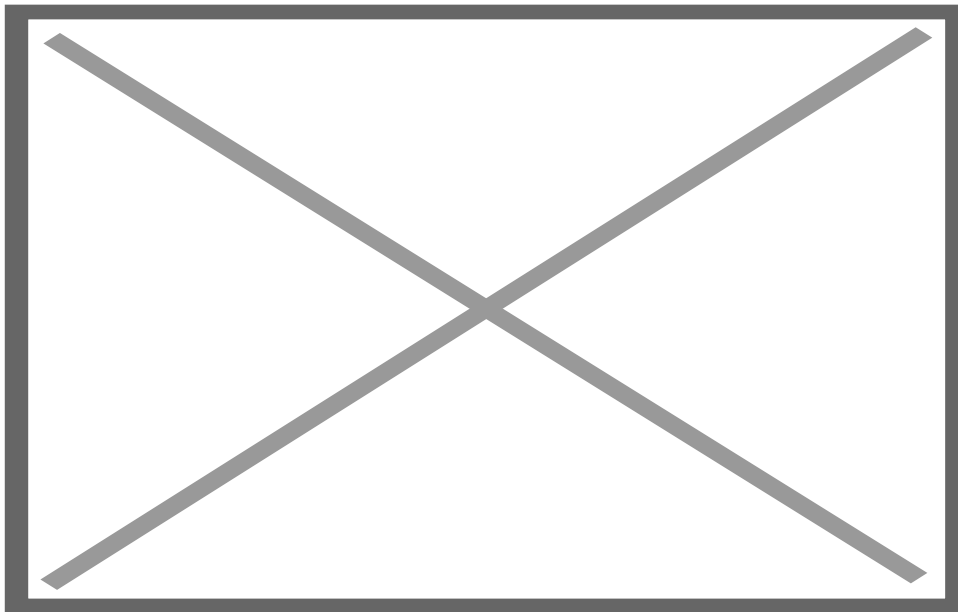


Avec le retrait de l'UNESCO Trump fait passer Israël au premier rang

Description

Par Ali Abunimah, le 12 octobre 2017



Israël a essayé de légitimer la colonisation de sites du patrimoine palestinien en Cisjordanie occupée, dont la mosquée d'Ibrahim à Hébron (APA images)

La politique étrangère « L'Amérique d'abord » de Donald Trump était manifeste jeudi, lorsque le Département d'État a annoncé que les États Unis se retirent de l'UNESCO sur le supposé « biais anti-israélien » de cette instance des Nations Unies.

Du temps du Président Barack Obama, les USA avaient déjà coupé leur financement à l'agence à cause d'une loi américaine qui restreint le soutien des instances de l'ONU qui reconnaissent la Palestine comme État.

La directrice de l'UNESCO, Irina Bokova, a exprimé ses regrets face à la décision américaine.

Bokova s'était mise en quatre pour apaiser Israël en se faisant l'écho des revendications de ce dernier sur un biais anti-Israël à l'UNESCO.

On peut voir jusqu'à quel point les dirigeants américains sont prêts à servir Israël, par une simple expérience mentale : il est impossible d'imaginer les USA se retirant de quelque instance mondiale en mentionnant un biais « anti canadien », « anti britannique » ou « anti français ». Même s'ils sont parmi les alliés les plus proches des USA, un tel geste mettrait immédiatement le président sous le feu d'accusations de sa base nationaliste virulente, l'accusant de faire passer les intérêts étrangers avant ceux de l'Amérique.

Le Président Trump est au contraire susceptible d'être largement loué et pas seulement par les segments les plus à droite de l'establishment américain.

En avril, l'ensemble des 100 sénateurs américains a signé une lettre qui appuie le mythe selon lequel l'ONU a un « programme anti-Israël ».

C'est dire qu'il y a peu de chances que dans ces cercles, soit fait un examen très critique de la fausse allégation d'un biais anti-Israël.

Quand Israël dâ©nigre

Au cours des derniers mois, Israël et ses soutiens ont prétendu, à tort, que les résolutions de l'UNESCO ont ébranlé les liens des Juifs avec les sites patrimoniaux en Cisjordanie occupée et à Jérusalem Est.

Il y a un an, Israël a tenté de faire retirer la Vieille Ville de Jérusalem et le site de la mosquée d'al-Aqsa de la liste de l'Unesco des sites du patrimoine mondial en danger.

Cette tentative s'est faite au moment où¹ des groupes appelant à la destruction de la mosquée d'al-Aqsa et à son remplacement par un temple juif ont intensifié leurs actions, souvent avec le financement et le soutien du gouvernement israélien.

La tentative d'Israël est intervenue deux semaines après le vote de l'UNESCO condamnant la multitude de moyens, bien connus, par lesquels Israël viole les droits des Palestiniens et des croyants musulmans à la mosquée d'al-Aqsa et menace l'intégrité architecturale du domaine.

Israël a prétendu, à tort, que ce vote niait un lien juif à la mosquée d'al-Aqsa que les Juifs appellent le Mont du Temple.

Suite à ce vote, Israël a lancé une campagne mondiale de dénigrement contre l'UNESCO, allant jusqu'à assimiler au groupe État Islamique Daech.

Faire respecter le droit international

Certains responsables de l'ONU ont cédé au harcèlement israélien et ont pris des distances avec la résolution.

Mais, en mai, l'UNESCO a voté une résolution qui, en ligne avec le droit international, déclare « nulle et non avenue » l'annexion par Israël de Jérusalem Est, et exige qu'Israël cesse ses fouilles et autres travaux dans la ville.

Israël a de nouveau lancé une campagne de diffamation, le Premier ministre Benjamin Netanyahu appelant la résolution « décevante » et « bizarre ».

L'UNESCO n'avait que réaffirmé la déclaration de l'ONU quelques mois plus tôt, stipulant : qu'Israël est la puissance occupante et doit se conformer au droit international.

Des mois plus tard, la colère d'Israël s'est encore accrue lorsque l'UNESCO a voté deux résolutions mettant de nouveau en avant le droit international.

Les résolutions reconnaissent la Vieille Ville de Hebron et la mosquée d'Ibrahim comme sites du patrimoine palestinien en danger.

Distorsion historique

Israël est encore livrée à un déchaînement verbal, prétendant que l'UNESCO diffuse des « mensonges » et « une histoire fallacieuse ».

« Cette fois, ils ont décidé que la tombe des patriarches à Hebron est un site palestinien, donc non juif, et qu'il est en danger » s'est exclamé Netanyahu.

La tombe des patriarches est le nom donné par Israël à la mosquée d'Ibrahim, où un colon juif américain a massacré 29 Palestiniens en 1994. Le site est vénéré par les Musulmans, les Chrétiens et les Juifs comme lieu des sépultures d'Abraham et d'autres prophètes.

Ce qu'a fait Netanyahu – comme le font souvent des responsables israéliens – c'est un amalgame entre la croyance juive et le contraire israélien, comme si un site ne pouvait pas être à la fois vénéré par des Juifs et situé sur un territoire palestinien. Il n'y a cependant pas de contradiction entre le fait qu'un site soit palestinien et sacré pour les Musulmans, les Chrétiens et les Juifs.

Donc concrètement, le « biais anti israélien » revient à ne pas soutenir avec enthousiasme les distorsions et les mensonges d'Israël destinés à légitimer sa colonisation illégale et ses tentatives d'effacement de l'histoire en Palestine qui n'ont pas le caractère colonial sioniste.

Le retrait américain intervient alors que l'UNESCO s'apprête cette semaine à élire le successeur de Bokova, une compétition que les médias israéliens ont dépeint comme une bataille sectaire entre un favori musulman du Qatar et une candidate juive de France.

Il y a peu de raisons de déplorer le départ des USA de l'UNESCO. Ce qui serait encore mieux serait qu'Israël suive.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2017/10/17